

A la suite de conversations avec une douzaine et plus de ces maisons. . .

Il s'agit des commerçants de fruits.

A la suite de conversations avec une douzaine et plus de ces maisons—les commerçants de fruits—prises au hasard, il n'est pas exagéré de dire que cette ville consomme pour \$15,000 ou \$20,000 de pommes par semaine, depuis le 1er octobre au milieu de mars ou le 1er avril. Environ les trois cinquièmes de ces pommes viennent du Canada et le reste des Etats-Unis. Presque toutes ces pommes sont achetées de commissionnaires sur les quais de Liverpool. Il existe une tendance ici à donner la préférence au producteur et à l'exportateur du Canada, parce que le gouvernement canadien surveille le triage, l'emballage, la marque des fruits, ce qui n'existe pas aux Etats-Unis.

Ce témoignage doit suffire à convaincre qui que ce soit des excellents résultats obtenus par le Gouvernement, au moyen de l'inspection et du marquage. Ce commerce est très important. C'est une industrie nouvelle dont le Gouvernement a doté le pays. Nous savons tous qu'autrefois certains exportateurs opéraient d'une manière scandaleuse. Leur manière d'agir frisait la malhonnêteté et ils expédiaient des pommes qui ruinaient notre commerce en Angleterre et sur les autres marchés. Le Gouvernement s'empara de la question et fit voter la loi sur la marque des fruits; cette loi est maintenant en vigueur depuis quatre ou cinq ans, et quiconque connaît tant soit peu la question est obligé de reconnaître que l'application de cette loi a été un bienfait pour notre commerce de pommes.

Grâce aux dispositions de cette loi, nous avons actuellement 26 inspecteurs, dont les fonctions consistent à inspecter les fruits, non seulement aux ports d'expédition, mais aussi dans les différentes parties du pays. Nous avons aussi des inspecteurs en Europe qui surveillent les arrivages et la manutention de nos produits. Je considère qu'il en est résulté de forts bénéfices pour cette industrie qui prend de jour en jour plus d'importance, bien qu'elle n'ait pas atteint les proportions qu'elle devrait avoir. L'industrie des fruits, dans Ontario et quelques autres provinces, surtout la Nouvelle-Ecosse et la Colombie-Anglaise, est susceptible de plus grands développements, et au lieu d'exporter annuellement pour 4 ou 5 millions de dollars de pommes en Europe, nous pouvons prétendre à une exportation trois, quatre, cinq et dix fois plus considérable.

Je ne crois pas qu'il existe une branche de l'industrie agricole plus profitable que la culture bien entendue de la pomme, ce fruit par excellence. Je sais par expérience qu'il est facile de retirer un profit d'au moins \$100 par acre en plus de tous les frais occasionnés par l'entretien du verger, la culture et l'émondage des arbres, l'empaquetage et la vente des fruits.

On me dira peut-être qu'il faut attendre dix ou quinze ans, avant qu'un verger soit en plein rapport. Cela est vrai, mais pendant toutes ces années on peut cultiver le sol et en retirer tous les avantages, jusqu'à ce que les arbres soient assez âgés pour donner des fruits. Puis quand ces arbres sont assez vieux, disons entre 15 et 60 ou 70 ans, on peut aisément en retirer un profit net de \$100 par acre. L'an dernier j'ai parlé, ici même, d'un certain verger du comté de Norfolk. Il mesure environ 40 acres en tout, et environ 35 acres sont consacrés à la culture des pommes. Il a été vendu, il y a quelques années, pour une somme de \$2,000 ou \$3,000. Après avoir été quelque peu amélioré, il a été revendu \$4,000. Il y a quelques semaines, il passait aux mains d'un nouvel acquéreur, moyennant le prix de \$17,000. Ce verger a été cultivé, émondé et arrosé, et cette année la récolte sur pied a été vendue \$4,000. Il y a deux ans, cette même récolte avait rapporté \$5,500. Je pourrais citer d'autres vergers que je connais et qui rapportent à leurs propriétaires des profits nets de \$100, \$150 et \$200 par acre.

Le travail accompli par le Gouvernement pour l'amélioration de cette industrie est une preuve de son esprit de progrès et d'entreprise. Il y a, à ce propos, un point sur lequel je tiens à féliciter le Gouvernement, et lui demander de faire encore plus qu'il n'a fait. Il s'est livré à certaines expériences d'arrosage au pulvérisateur dans le comté d'Oxford. Il y a cinq ou six ans, il a dépensé environ \$200 dans une localité de ce comté. Pendant les trois ou quatre années suivantes, grâce à ces expériences qui avaient enseigné aux cultivateurs les avantages de l'arrosage, les vergers des environs ont rapporté de \$2,000 à \$3,000 de plus que les autres où l'arrosage au pulvérisateur était inconnu. Ces expériences pourraient et devraient être reprises sur une plus grande échelle. Dans tous les comtés d'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ces méthodes de culture peuvent être introduites, et le Gouvernement devrait y voir. Toutes les dépenses qu'il pourrait faire de ce côté seraient remboursées au centuple dans quelques années.

Il y a quelques semaines, nous avons eu ici même un débat très intéressant sur les écoles professionnelles. Je ne crois pas qu'il soit possible d'appliquer les écoles professionnelles avec plus de succès qu'à nos différentes industries agricoles. Je sais parfaitement que beaucoup de cultivateurs réussissent sans posséder aucune connaissance professionnelle.

L'observation, les connaissances pratiques, l'expérience, une intelligence vive, un jugement sain, tout cela concourt à assurer